

Malgré la large victoire du NON au référendum, Tsipras prépare un accord odieux avec la Troïka

Après la fête de la victoire dimanche soir, les lendemains sont difficiles. Très difficiles. Les choses s'accélérent et laissent pour l'instant penser qu'on se dirige vers un accord dimanche 12 juillet lors du sommet des chefs d'État européens.

Lundi, Tsipras a viré son ministre de l'économie Varoufakis dont la tête était depuis longtemps réclamée par les créanciers. Son intervention virulente dimanche soir, en contradiction avec le discours apaisant et de concorde nationale de Tsipras, a sans doute précipité la décision de Tsipras. Ce même lundi, une **déclaration commune signée par les partis gouvernementaux (Syriza et Anel) et les partisans du OUI (Nouvelle Démocratie, Pasok, Potami)** s'est permise d'interpréter le sens du vote des grecs : ils se seraient exprimés pour la poursuite des négociations avec la Troïka ! Par cette déclaration, Tsipras tourne la page du référendum pour afficher une convergence de vue avec les partisans du OUI.

Malgré les signes d'ouverture de Tsipras, **la Troïka est restée ferme et n'a fait aucune concession.** Hollande et Merkel ont demandé à la Grèce de rédiger une nouvelle copie. La BCE a encore durci davantage les conditions de financement des banques grecques. Conséquence : les banques resteront fermées au moins jusqu'à lundi prochain et les retraits aux guichets automatiques sont toujours limités à 60 euros par jour. En étranglant l'économie grecque, la Troïka montre qu'elle est prête à tout pour arriver à ses fins, c'est-à-dire la conclusion d'un accord odieux avec le gouvernement grec.

Mardi, alors qu'un rapport du FMI indique que la dette devra être restructurée (ce qui n'est pas un scoop!), et qu'environ 30% de la dette devra être effacée pour que la Grèce puisse continuer à payer, le gouvernement allemand maintient sa position : on pourra « *parler de la possibilité de réduire la dette seulement quand le gouvernement grec montrera qu'il met en œuvre les réformes* », a précisé Sigmar Gabriel, ministre SPD de l'économie. **Pas question donc d'accorder à Tsipras une restructuration de la dette en contrepartie d'un nouveau mémorandum.** Autrement dit, l'Allemagne ne veut même pas accorder à Tsipras ce qu'elle avait accordé à Samaras. L'Eurogroupe de l'après midi tourne court : le gouvernement grec ne fait aucune nouvelle proposition, mais indique qu'elle fera une proposition le lendemain. En fin de soirée, **les dirigeants de la zone euro fixent un ultimatum à Tsipras** : ils lui donnent jusqu'à jeudi soir pour déposer une demande pour un « troisième programme d'aide » (le second a expiré fin juin) auprès du Mécanisme européen de stabilité (MES) accompagnée d'un plan complet de réformes à moyen terme, soit au moins deux ans. Si ce plan est jugé insuffisant, il est clairement indiqué que la Grèce devra sortir de l'euro.

Mercredi matin, le nouveau ministre de l'économie grec, Tsakalotos, a écrit une lettre au MES pour un programme d'assistance financière sur trois ans. Pour l'obtenir, il propose de mettre en œuvre dès le début de la semaine prochaine des mesures sur les retraites et les taxes ; il propose de rembourser tous les créanciers et d'utiliser les nouveaux prêts... pour rembourser les prêts actuels, et il fait allégeance aux institutions européennes en s'engageant à respecter les règles de bonne conduite. Pas un mot sur l'exigence de restructuration de la dette. **Le gouvernement grec doit ensuite formuler ce jeudi des propositions précises.** Malgré la victoire du NON, le rapport de forces est tel que des journalistes indiquent que Tsipras devra faire de nouvelles concessions pour parvenir à un accord. Autrement dit, proposer un plan plus dur que celui qui a été rejeté par les grecs le 5 juillet...

Jeudi matin, selon le quotidien grec « Kathimerini », on apprenait que le gouvernement grec projetait un plan d'austérité de 12 milliards d'euros sur 2 ans contre 8 milliards dans sa proposition précédente.

Il reste désormais 3 jours pour éviter le pire, à savoir un accord, forcément odieux, avec la Troïka. Tsipras s'engage clairement dans cette voie. **Le principal dirigeant de la plateforme de gauche de Syriza, Lafazanis, est sorti de son silence et a fait savoir qu'il s'opposait à un accord avec la Troïka et préférait une sortie de l'euro à un accord odieux.** Si la gauche de Syriza refuse un accord (ce qui est probable), la déclaration commune de lundi avec les partisans du OUI pourrait alors prendre tout son sens

politique et préfigurer d'un nouveau bloc majoritaire. Mais nous n'en sommes pas encore là. **Antarsya, la coalition de la gauche anticapitaliste indépendante de Syriza, appelle à la mobilisation pour la rupture des négociations et le refus de tout accord avec la Troïka.** C'est en effet la question clé des prochains jours. La victoire du NON au référendum ne suffit pas ; il faut que la mobilisation, en Grèce et ailleurs, se poursuive pour empêcher tout accord.

**Rupture immédiate des négociations avec la Troïka ! Non à tout accord avec la Troïka !
Réquisition immédiate de la Banque centrale grecque ! Emission d'une nouvelle monnaie
inconvertible ! Contrôle des échanges extérieurs par les travailleurs/ses !
Rupture anticapitaliste avec l'UE !
Nationalisation sous contrôle des travailleur/se-s des banques et des entreprises
stratégiques !
Annulation de la dette publique !**

Gaston Lefranc, jeudi 9 juillet 16h